

DOB de La Machine

Noel Fumat : « il faut se mobiliser pour réindustrialiser la Nièvre »

N. Fumat au nom du groupe des élus communistes a rap- pelé : « pour la 1ère fois depuis 10 ans nous abordons notre Débat d'Orientations Budgétaires sous la gouvernance d'une partie de la gauche majoritaire à l'Assemblée Nationale. Il y a un changement !

Cependant cela doit se traduire dans les actes, c'est ce qu'attendent les élus et les habitants. Or certaines décisions vont être lourdes de conséquence : **comme le gel des dota- tions annoncées dans la loi des finances pour 2013, puis 750 millions d'euros de moins par an en 2014 et 2015 !**

Quand nous savons que 75 % de l'activité des entreprises de travaux publics dépendent des collectivités territoriales sou- tenant de ce fait l'emploi, il faut sortir de cette obsession du déficit public, il faut redonner du pouvoir d'achat aux collectivi- tés territoriales, alors que la situation sociale exige que les services publics locaux puissent se développer.

Durant ces dernières années, nous n'avons cessé de dé- noncer les réformes qui ont amputé les budgets des communes et transféré toujours plus de fiscalité des entreprises sur les ménages, à travers les réductions des dotations de l'Etat et la suppression de la taxe professionnelle, sans effet sur l'emploi alors que les entreprises continuent de licencier et ferment des secteurs d'activités, exemple l'automobile, la sidérurgie, la recherche.

Si pour la 6e année consécutive pour la taxe d'habitation, le taux communal n'augmente pas, il demeure que les sommes totales payées par les foyers machinois sont conséquentes.

Sous les coups des politiques qui ont réduit les emplois privés et publics, la population de la ville tend à diminuer, comme d'ailleurs dans notre bassin d'emplois du sud nivernais. En 10 ans, Decize perd 679 habitants, La Machine 208 habi- tants . Alors qu'il faut se mobiliser pour réindustrialiser la Niè- vre.

Il se développe dans le département une forme de « culture » pour stopper tout projet d'activité industrielle sus- ceptible de générer des emplois et d'inverser cette tendance démographique qui mène la Nièvre vers le statut de départe- ment dortoir.

Après ce constat, il y a urgence à changer de cap. Le gou- vernement, le Président de la République doivent être plus attentifs aux salariés, aux retraités qu'aux financiers. La révolu- tion fiscale est plus que nécessaire. Nous proposons qu'il soit rétabli un impôt économique lié au territoire.

Enfin, la décision de modifier les rythmes scolaires a ame- né l'association des Maires de France à estimer que cette me- sure aurait un coût moyen de 150 € par élève, même si le gou- vernement a affecté une aide pour la seule rentrée 2013.

Au vu de ces éléments, nous souhaitons donc que le bud- get primitif 2013 soit exigeant vis-à-vis des responsabilités de l'Etat et fasse des choix prioritaires pour les Machinois sans conséquences supplémentaires sur la fiscalité, cela est acté ».

Centre de loisirs Paulette Lavergne

N. Fumat remercia le Conseil municipal de l'honneur rendu à notre camarade.

« Nous sommes sûrs qu'une partie de la population machinoise appréciera que son nom soit donné au site de loisirs de l'Etang Grenetier, » rappelant les nombreuses réalisations de Paulette durant ses mandats.

Sardy lès Epiry :

Pour une table ronde sous l'égide du Préfet, permettant un vrai débat public, sérieux, transparent et constructif !

Dans un communiqué au Journal du Centre, « Le PCF et les élus communistes nivernais font part de leur préoccupation devant la situation de blocage et d'affrontement qui s'installe à Sardy-lès-Epiry.

Pour en sortir, la démocratie, la transparence, le débat public sont, comme toujours, la seule issue possible. Peut-on se conten- ter de « réunions à huis clos » en Préfecture sur le sujet ? Est-il sérieux d'aboutir à une situation où les uns et les autres se traitent de « menteurs » dans la presse locale... ? Est-il acceptable d'en arriver à une telle épreuve de force sur le terrain ?

Pour les communistes et leurs élus, la réponse est non. Ils de- mandent à Mme la Préfète d'organiser une grande table ronde associant enfin, en toute transparence et dans le cadre d'un dialo- gue respectueux, contradictoire et constructif, l'ensemble des personnes intéressées : les services de l'Etat, le porteur de projet, les associations de riverains, les élus dans toute leur diversité, les professionnels de la Filière Bois, la Chambre de Commerce et d'Industrie, ainsi que toutes les organisations politiques, syndica- les, associatives intéressées.

C'est ainsi que la démocratie doit vivre dans notre pays. C'est ainsi qu'une démarche sérieuse et constructive pourra être entre- prise, a fortiori pour un projet d'une telle dimension, porteur de tels enjeux économiques, sociaux et environnementaux. C'est ainsi que nous ferons prévaloir ensemble l'intérêt général.

Rassemblement, jeudi 14 février contre la taxe « justice » de 35 €

Sarkozy avait institué en 2011 une taxe de 35 euros (150 € pour un appel) à payer par toute personne qui veut faire valoir ses droits devant la justice (civile, prud'homale, ru- ral ...) Les salariés (droits prudhommaux) sont très concer- nés.

Mme Taubira, actuelle Ministre souhaite la supprimer mais pas avant 2014 et ce sans garantie.

Le prétexte étant un manque à gagner de 7 millions d'eu- ros pour le Ministère qui manque de moyens.

Les syndicats CGT, CFTC, SUD, le syndicat de la Magis- trature et le syndicat des Avocats ont rencontré la presse, estimant « que le maintien de cette taxe est une injustice, une atteinte aux droits des salariés ». Ils dénoncent « une justice qui n'est plus gratuite, pourtant un droit constitu- tionnel ».

Ils invitent à un rassemblement ce jeudi 14 février à 14 h 30, devant la Cité judiciaire, rue Gambetta à Nevers.

Garchizy Rifles

organisées par les communistes du canton de Pougues les Eaux

Dimanche 17 février, à 14 h 30, Salle de l'Entre fêtes
Nombreux lots de valeur - Buffet buvette

N° 1739 du 15 février 2013 - Tel 03 86 93 97 99 - Fax 03 86 61 31 91
Mail : les.nouvelles.nievre@wanadoo.fr - Prix 0.70€

Dispensé de timbrage VARENNES-VAUZELLES PPDC

Congrès national du PCF
Pages 2 et 5
Campagne sur l'alternative à l'austérité
Page 3
La situation à Sardy-lès-Epiry
Page 6
Rassemblement ce jeudi
contre la taxe « justice » de 35 €
Page 6

Les Nouvelles
de la Nièvre

Hebdo départemental du PCF
10 rue de la Rotonde - 58000 NEVERS

Le site des communistes nivernais : <http://nievre.pcf.fr>



Déposé 13-02-2013



Les 7 délégués nivernais au Congrès d'Aubervilliers
De gauche à droite : Hervé Rivière, Didier Bourotte, François Diot, Jean-Marc Soisson, Marie Jeanne Daubrenet, Sylvie Duez, Monique Choquel

Un Congrès particulièrement réussi : voilà ce qui résume le sentiment des Congressistes, réunis de jeudi à dimanche dernier, à Aubervilliers.

En effet, comme le notait la presse dimanche soir, nous sortons de ce 36^{ème} Congrès avec un Parti Com- muniste « regonflé à bloc ».

D'abord un Parti Communiste uni. Uni comme il ne l'avait plus été depuis longtemps : pour celles et ceux qui ont vécu les débats de précédents Congrès où, pen- dant un temps, l'existence même du PCF était en jeu, le climat de ce 36^{ème} Congrès était autrement plus serein. L'adoption très large du projet de base commune, au mois de décembre, traduisait déjà une franche unité des communistes dans la période. Elle aura été renforcée, à Aubervilliers, par les débats francs et constructifs qui ont permis l'adoption du texte final à plus de 85% des délè- gués.

Cette unité s'est traduite par l'élection, à l'unani- mité, de la nouvelle direction nationale du PCF : pour la première fois depuis 2001, aucune liste alternative n'a été déposée, et la commission des directions a pu cons- truire une liste unique, représentative de la diversité des sensibilités qui s'expriment au sein du PCF. L'interven- tion d'André Gérin, « fier que le PCF ait toujours droit de cité, ce qui n'était pas gagné » était à ce sujet empreinte d'un sens profond.

Cette unité ne tombe pas du ciel : elle est le fruit de choix politiques désormais partagés par la très grande majorité des communistes, rassérénés par la dynamique retrouvée de leur parti, engagés dans la dé- marche constructive, ouverte et rassembleuse qu'ils font

vivre au sein du Front de Gauche, et convaincus par un positionnement politique « résolument ancré au centre de gravité de la majorité populaire qui a voulu un réel changement dans ce pays », selon les mots utilisés par Pierre Laurent dès son élection.

La feuille de route est claire : être, ensemble, la force agissante de la gauche.

Avec une ambition : rassembler la gauche, les syn- dicalistes, les militants associatifs pour que cette pé- riode politique ne se termine pas avec l'enterrement des promesses mort-nées.

Pour cela, le lancement en grand de la campagne sur « l'alternative à l'austérité, c'est possible » débute dès maintenant par plusieurs grandes batailles politiques : l'amnistie pour les syndicalistes poursuivis en justice, l'adoption de la loi contre les licenciements boursiers, le droit de vote pour les étrangers aux élections locales, et la mise en échec de l'accord MEDEF-CFDT (l'Huma Dimanche édite cette semaine un numéro spécial sur le sujet. Plusieurs centaines d'exemplaires ont été com- mandés dans la Nièvre, pour une grande vente de masse dans le mois qui vient. Passez vos commandes à la Fédération !).

Amis lecteurs, mesurons le chemin parcouru de- puis 4 ans. Le Parti Communiste s'est rajeuni, il s'est renforcé de 23 000 adhérents dans cette période, il a effectué un retour remarqué sur la scène politique, il est au cœur d'une démarche qui construit l'unité et l'avenir de la gauche.

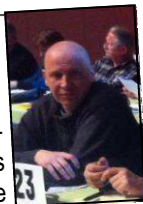
Imaginons ce que nous pouvons faire, ensemble, dans les 4 ans qui viennent. Ça commence aujourd'hui.

Paroles de délégués-es

Après quatre jours de débats et d'échanges, beaucoup d'images me viennent en tête. Le 36ème congrès résumé en quelques mots ? Solidarité internationale, le message de Mumia Abu Jamal, le chant kurde pour ne pas oublier nos trois camarades tués à Paris, le salut des congressistes aux délégations étrangères...

L'envie de faire partager au plus grand nombre nos objectifs pour un renouveau communiste, l'envie de rassembler autour des luttes contre l'austérité. La lutte avec les salariés de toutes ces entreprises menacées de fermeture, avec eux relancer la proposition de loi des députés communistes contre les licenciements bourgeois. Enfin l'unité du parti, moteur du Front de Gauche, pour avancer à gauche et décrocher les étoiles.

Hervé RIVIERE



"36ème congrès, inoubliable, intense, prenant par la force des émotions tout au long de ces 4 jours. A commencer par l'intervention des salariés en lutte dans notre pays, puis les témoignages très poignants : Mumia Abu-Jamal injustement prisonnier, les militantes kurdes assassinées, les témoignages divers de combats dans le monde pour la liberté, le Mali, l'Espagne, la Palestine, le Brésil, l'Egypte... La jeunesse communiste a montré sa détermination pour prendre toute sa place pour l'avenir. Je retiendrai de ce Congrès que le PCF est vraiment une force qui rassemble. Une gauche qui se bat pour libérer le monde du Capitalisme oppresseur des peuples, de l'humain.

Marie Jeanne Daubrenet



Nous venons de vivre un 36ème congrès qui donne confiance aux communistes présents et à notre délégation en particulier, car il donne à voir un parti rassemblé dans ses sensibilités et sa diversité, offensif, inventif et ambitieux à gauche.

Combatifs, anticapitalistes, nous avons partagé l'ambition d'être au plus près de la vie des gens pour agir contre l'austérité, sur les lieux de travail et d'habitat, pour imposer des avancées sociales et sociétales qui changeront le quotidien de chacun (e) et qui transformeront la société. Notre feuille de route est claire.

L'internationalisme a été aussi très présent avec la centaine de délégations venues du Monde Entier.

Monique Choquel

Ensemble, tous ensemble, pour travailler à constituer le parti communiste français dans un projet commun, celui d'éradiquer cette terrible maladie qui nous ronge comme un cancer, le capitalisme...

Solidarité est le maître mot pour que chacun d'entre nous soit reçu et accueilli chaleureusement

Partage d'idées, d'avis, de conseils, d'expériences, de connaissances, enrichissant chacun de nos débats

Organisation géniale qui rythme nos échanges, les interventions, nos repas, nos votes.

Interventions riches, intéressantes, captivantes, poignantes et émouvantes, et parfois comiques, de délégations étrangères, d'élus, d'interlocuteurs divers.

Rassemblement d'hommes et de femmes, de tous âges, de toutes origines, de tous niveaux sociaux, de tous pays, qui chantent, le point levé, d'une seule et même voix « l'Internationale » et qui se battent pour un monde meilleur où l'humain sera au cœur de toutes les préoccupations.

Quatre jours extraordinaires, d'où je reviens le cœur rempli d'**ESPOIR** et la tête pleine d'étoiles : **le 36° congrès du Parti Communiste Français.....**

Sylvie Duez



Nous avons assisté à un congrès rassembleur et dynamique, qui nous place vraiment au cœur de la gauche, après la dynamique instaurée par le Front de Gauche. Un congrès ouvert à l'international avec plus de 100 délégués venus, non seulement de l'Europe mais du monde entier. Et aussi un congrès au cœur des préoccupations du moment, au plus près de l'urgence sociale avec des salariés en lutte, qu'ils soient du privé ou du public. Les travaux en « ruches » ou les interventions lors du débat général ont montré une volonté d'engagements dans les entreprises, de sortir des logiques d'austérité, en combattant et en expliquant, par exemple, ce qu'est vraiment l'Accord signé par le Medef et les syndicats minoritaires. Un congrès en opposition au fatalisme, offensif, plein d'enthousiasme... bref un congrès « Humanifeste » qui a rallumé les étoiles dans les yeux des congressistes nivernais.

Jean Marc Soisson



Quels grands moments d'émotion aux côtés des Kurdes, des Egyptiens, des Palestiniens, des Maliens, des Tunisiens, des Brésiliens, des Anglais et des Espagnols, (je ne peux tous les citer)... et avec le salut au congrès enregistré de Mumia Abu Jamal. Ce nouvel internationalisme a conjugué solidarité et partage mais il est allé au delà des discours, ouvrant de nouveaux chemins qui lieront les luttes de chacun et de chacune, les feront converger pour gagner en efficacité et en utilité en France, en Europe et dans le Monde. "C'est un joli nom, camarade" qui marie humanité, fraternité, solidarité, anti-austérité pour réinventer le Monde. Comme après une Fête de l'Humanité, nous revenons de ce 36ème congrès, gonflé(e)s à bloc et plus que jamais convaincu(e)s de l'utilité de notre parti et de sa politique rassembleuse.

Monique Choquel

Pierre Laurent : « proposez, rassemblez pour le changement »

Ouvrant et concluant le Congrès, le secrétaire national du PCF qui a été réélu a exprimé la conviction de possibles avancées des propositions communistes. Il a souligné le contexte : « celui d'une crise de civilisation majeure, d'un affrontement historique entre le système de domination capitaliste mondialisé, entré durablement en crise comme nous l'avions diagnostiqué en 2008, et la poussée multiforme d'un nouveau monde où les forces du partage ne demandent qu'à prendre le pas sur les logiques de mise en concurrence.

En second lieu, celui d'une phase nouvelle de notre lutte pour le changement en France.

Celui, enfin, du renouveau communiste, de la transformation accélérée de notre parti, de la construction d'un "communisme de nouvelle génération."

L'année 2013 sera essentielle. Au peuple de notre pays nous ne disons pas "attendez" nous leur disons "allons-y" maintenant, et allons-y tous ensemble !

Le monde, l'Europe, la France au défi de crises sans précédent

Le monde dans lequel nous vivons n'est plus le monde bipolaire d'hier. La nouvelle hégémonie capitaliste mondialisée promettait un avenir radieux et réconcilié, elle n'a fait qu'aggraver des crises structurelles grandissantes.

La faillite de la mondialisation capitaliste nous la mesurons aussi face aux défis écologiques et alimentaires... »

Il tire deux enseignements : « le premier est que notre détermination à repenser dans les conditions du 21e siècle un projet d'émancipation sociale digne de notre ambition communiste, de dépassement du système capitaliste, est plus actuel et légitime que jamais.

Le second enseignement est qu'il est évident que notre action nationale est inséparable de ses dimensions européennes et internationales et doit se penser dans ses multiples dimensions »

Il aborde la question européenne : « Pendant 10 ans la droite au pouvoir et le Medef adossés aux traités européens et à leurs orientations ultralibérales ont pratiqué la casse sociale. Aujourd'hui le pacte de compétitivité, l'accord national interprofessionnel de flexibilisation de l'emploi, le discours de J.M. Ayrault relèvent de la même logique. Celle qui nous conduit dans les reculs sociaux et la récession. »

Il souligne les résistances. « (...) la percée du Front de Gauche est aussi le résultat de toutes ces batailles. » Jamais autant qu'à notre époque nous avons besoin d'une construction européenne. Mais faite par et pour les peuples afin de solidariser face aux moyens colossaux dont sont dotées les forces du capital. Notre ambition de refonder la construction européenne cette belle idée "d'union des peuples et des nations européennes" que les dirigeants actuels ont salie et dénaturée.

Le changement en France

Notre comportement est conforme depuis juin dernier à cette attitude : appuyer ce qui constitue des avancées pour notre peuple ; refuser ce qui s'aligne sur des logiques d'austérité et de compétitivité qui conduisent à l'échec pour notre peuple. **Notre attitude n'a rien à voir avec le tout ou rien**. Nous faisons partout des propositions pour avancer.

La question mille fois posée : "êtes-vous dans l'opposition ?" s'éclaire peu à peu car celle qui monte du pays est tout autre : "pourquoi la politique du gouvernement renonce à mettre en œuvre les changements attendus ?" Les questions que nous adressons au gouvernement sont de plus en plus en phase avec celles que se pose une majorité d'électeurs de gauche. Nous nous sentons au centre de gravité de la majorité populaire et nous continuons à porter ses espoirs de changement. **L'urgence est donc de les rassembler dans l'action en les convainquant que rien ne justifie l'acceptation du renoncement.**

Cette mobilisation est-elle possible, je le crois profondément, ce sera une bataille acharnée mais mesurons le chemin parcouru et tirons les enseignements de la dynamique que nous su créer avec le Front de Gauche.



Les municipales

Nous les préparerons dans l'action. Le tissu des 36 000 communes fonde l'originalité de notre édifice démocratique. Nous aborderons ces élections pour ce qu'elles sont, à partir d'un seul critère : comment construire des majorités municipales qui soient utiles au progrès social, au mieux vivre des populations, à l'aménagement durable des territoires ? Rien n'est plus urgent que d'engager partout le débat public et la construction de projets municipaux. Quant aux listes, tout faire pour empêcher la droite et l'extrême droite de faire main basse sur les communes, et créer les conditions face à elles de majorités de gauche dans lesquelles le poids de nos propositions, des réponses aux attentes sociales, la place des élus communistes et du Front de gauche soient le plus important possible.

Pour les Européennes

Nous aurons un double objectif : renforcer l'influence et les convergences d'alternatives en Europe (regroupés au sein du groupe GUE-NGL du Parlement Européen), et remettre au cœur de la bataille politique nationale l'exigence d'une réorientation radicale qui rompe l'austérité actuelle. »

Retrouvez le texte intégral sur le site du PCF

Garchizy : Vœu sur la refonte de l'école

Débatant de la question des rythmes scolaires, le Conseil municipal a adopté à l'unanimité un vœu présenté par Jean Paul Pinaud « Le gouvernement a pour ambition de « refonder l'école de la République » pour « répondre aux grands défis auxquels la France est confrontée ». La réaffirmation du rôle de la maternelle et la volonté de scolariser les moins de 3 ans, (...) l'importance accordée à la pédagogie, le recrutement amorcé de professeurs montrent la prise en compte de propositions portées de longue date par les enseignants et les parents d'élèves. On ne peut que s'en réjouir. Cependant, le projet entretient le flou sur les objectifs assignés à l'école. (...) S'agit-il de poursuivre les politiques libérales qui s'appuient sur l'individualisation et la concurrence pour mettre l'éducation au service de la compétitivité et de la guerre économique, dans la continuité du projet européen «Éducation et formation 2020 » ? ou de construire une école émancipatrice transmettant à tous un haut niveau de culture commune ? Pour être à la hauteur des attentes, le projet ne peut pas s'en tenir à l'objectif de «l'égalité des chances ». Si l'école doit être refondée, c'est pour créer enfin les conditions d'une véritable réussite de tous. Le projet de loi est encore loin d'afficher une telle ambition. Une refondation progressiste de

l'école doit affirmer que tous les élèves sont capables d'accéder à un haut niveau de culture et leur en donner les moyens.

En ce sens si le retour de la semaine de quatre jours et demie est une bonne chose pour les élèves, la mise en œuvre de la réforme n'est pas sans soulever des inquiétudes. En effet à quelques semaines de décisions importantes, trop d'interrogations sont sans réponse.

C'est pourquoi nous demandons au gouvernement :

- une évaluation réelle de l'impact financier sur les collectivités
- de préciser ce qui est pris en charge par l'Éducation nationale dans le temps scolaire des enseignants comme des élèves, et ce qui relève de l'initiative communale dans un temps périscolaire de qualité
- d'abonder les crédits nécessaires aux actions identifiées dans le cadre des Projets Educatifs Territoriaux
- un allègement pérenne des taux d'encadrement des accueils périscolaires est nécessaire
- Enfin le « fonds d'amorçage » de 250 millions d'euros est insuffisant. Il ne doit ni être réservé aux seules communes qui s'engageront en 2013 ni être une aide ponctuelle car les dépenses supplémentaires induites par la réforme des rythmes scolaires sont des dépenses durables pour les communes.

Clamecy

Serge Fresneau demande une réunion du Conseil de Surveillance de l'Hôpital

Dans une lettre ouverte, Serge FRESNEAU, élu PCF de Clamecy représentant la Communauté de communes des Vaux d'Yonne au Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier, s'adresse au Directeur du Centre Hospitalier de Clamecy :

« La semaine dernière, j'ai appris par la presse la mise en service pour tous du scanner. Le 31 janvier, par la même presse, j'apprends que des missions communes auront lieu entre le Centre Hospitalier et le GISA (Groupement Interprofessionnel de Santé et d'Autonomie).

Nous savons, Monsieur le Directeur, que le Conseil d'Administration a été remplacé par un Conseil de Surveillance qui n'a aucun pouvoir (« loi Bachelot », votée sous la présidence de Nicolas Sarkozy).

Cette loi qui organise concrètement le démantèlement des structures de proximité est toujours la loi qui s'applique, puisqu'elle n'a pas été abrogée par le nouveau gouvernement.

C'est avec cette loi que le Directeur de l'ARS refuse la réouverture de la maternité de Decize, ce qui est scandaleux.

Pour en revenir au Centre Hospitalier de Clamecy, représentant de la CCVY, je vous demande, Monsieur le Directeur, un peu plus de transparence et de concertation.

Le personnel est également confronté à des incompréhensions de votre part.

Je souhaite que le prochain Conseil de Surveillance se réunisse rapidement pour faire le point de la situation au Centre Hospitalier. (...) »

NON A L'AUSTERITE ET AU CHÔMAGE ! UNE ALTERNATIVE EST POSSIBLE !

Campagne nationale du Front de Gauche 25 premières mesures pour changer d'orientation : Faisons les connaître autour de nous

Nous avons publié, la semaine dernière, les 10 premières mesures. Nous publions ci-dessous les 7 mesures suivantes. La fin la semaine prochaine

DE NOUVEAUX DROITS POUR PROTÉGER LES SALARIÉS ET DEVELOPPER L'EMPLOI



Développer le pouvoir d'achat et combattre la précarité

11 – Augmenter le SMIC à 1700 euros bruts. Le SMIC doit devenir le salaire minimum hiérarchique de base et les conventions collectives doivent reconnaître les qualifications de tous les salariés. Relever les mini-

mas sociaux et les retraites et les indexer sur le SMIC avec l'objectif de supprimer en cinq ans tout revenu en dessous du seuil de pauvreté. Revaloriser le point d'indice des fonctionnaires. Impulser une dynamique de hausse générale des salaires avec une convention nationale annuelle de négociations interprofessionnelles, ainsi qu'un « Conseil d'orientation des salaires » et permettant aux pouvoirs publics d'intervenir en cas de carence des négociations.

Instaurer un salaire maximum à 20 fois le salaire minimum de l'entreprise comme c'est déjà le cas dans les entreprises publiques.

12 – Confirmer les 35h comme durée légale du temps de travail et le droit à la retraite à 60 ans. Limiter le recours à l'annualisation et au travail le dimanche (avec majoration salariale obligatoire), réduire les durées maximales autorisées (aujourd'hui 10h par jour et 48h par semaine), renchérir les heures supplémentaires.

13 – Blocage des loyers pour deux ans, abrogation des franchises médicales, remboursements à 100% des dépenses de santé en y incluant les lunettes et les soins dentaires et mise en place d'une tarification sociale permettant l'accès de tous à l'eau et à l'énergie.

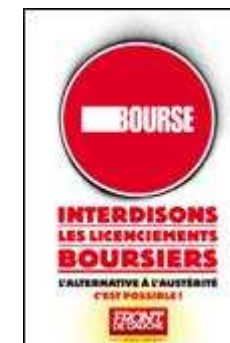
14 – Réaffirmer le CDI à plein temps comme norme du travail, limiter les CDD à 5% par entreprise, à 10% pour les entreprises de moins de 50 salariés ; renforcer les effectifs de l'Inspection du Travail, adopter une loi d'amnistie des syndicalistes, supprimer la « rupture conventionnelle » concer-

nant les CDI ; interdire le temps partiel imposé, encadrer la sous-traitance en étendant aux donneurs d'ordres la responsabilité sociale.

15- Mettre en place un statut social pour tous les jeunes permettant l'autonomie des jeunes en formation via un système d'allocations financées par la solidarité nationale.

De nouveaux droits pour s'opposer aux licenciements

16 – Une loi d'interdiction des licenciements économiques dans les entreprises en bonne santé financière doit être mise en place. En outre, dans toutes les entreprises, les représentants des salariés doivent disposer d'un droit de veto suspensif permettant l'examen de la situation de l'entreprise et des alternatives économiques possibles, avec un droit de préemption des salariés sur leur entreprise en cas de dépôt de bilan ou de délocalisation.



Une « sécurité sociale professionnelle »

17 – Un nouveau statut du travail salarié instituant une sécurité sociale professionnelle assurera aux travailleurs privés d'emploi la continuité de leurs droits, que ce soit en matière de rémunération ou de protection sociale ainsi qu'une formation professionnelle leur garantissant de trouver un emploi de niveau équivalent à celui qui était le leur avant la perte de leur activité. La mise en réseau des missions d'indemnisation et de placement avec celles de la Formation professionnelle constituera le socle de cette politique.

Des fonds nationaux et régionaux, alimentés notamment par une nouvelle cotisation patronale, permettront de contribuer à financer cette politique qui visera à mettre progressivement en place un système de sécurisation de l'emploi et de la formation ouvrant à tous les membres de la société la possibilité d'une mobilité professionnelle choisie sans jamais passer par la case « chômage ».

Elections au Conseil d'administration de la SNCF :

La CGT redevient la 1^{ère} organisation syndicale sur le secteur Auvergne-Nivernais

Le 5 février dernier, les salariés de la SNCF ainsi que leurs collègues des 56 filiales du groupe ont élu leurs représentants au Conseil d'Administration.

Le C.A. comprend 18 membres : 6 salariés élus, 7 représentants de l'état nommés par décret et 5 membres, aussi nommés par décret, pour leur compétence dans le domaine ferroviaire.

Avec 38,94% des voix, la CGT reste la 1^{ère} organisation syndicale au niveau national et obtient 3 sièges. Suivent l'UNSA avec 19,07%, Sud Rail 15,84% et la CFDT avec 13,21% (ils ont un élu chacun).

Pour le secteur Auvergne-Nivernais, la CGT redevient la 1^{ère} organisation avec 36,71% des voix (en progression de 3,53%) devant Sud Rail à 31,8% (-1.67%).

Quant au Technicentre de Nevers, malgré une progression de 4,5% la CGT reste en 2^{ème} position derrière

Sud Rail qui obtient 59,96% des voix.

Dans un tract, les cheminots CGT Auvergne-Nivernais se félicitent de la forte participation au scrutin : « Les cheminots ont témoigné leur attachement au fait syndical. Ils démontrent ainsi leur volonté de compter dans les décisions à venir les concernant et dans une période où vont s'engager des discussions avec le gouvernement sur la réforme ferroviaire. La progression de la CGT traduit l'exigence que soit pris en compte leur avis dans les choix stratégiques de l'entreprise. (...) Direction et gouvernement doivent en tenir compte et s'engager vers d'autres choix que la suppression massive d'emplois, la remise en cause des acquis sociaux, la casse de l'activité fret, la déréglementation sociale et le démantèlement du Service Public. »